

N° D'ORDRE :
1155270426

**du registre des délibérations du Conseil d'Administration du
Centre Communal d'Action Sociale d'AULNOYE AYMERIES**

Séance ordinaire du 27 avril 2026

Objet :

Régime des heures
complémentaires et
heures
supplémentaires

**Présents : ALEXANDRE VIRGILE, DEWAELE, SOUPEZ, BODIN, Mmes
DENYS CAMBRELENG, CAPART, N'DIAYE, VERHAEGHE,
FROMONT, GAUCHET, DEPRET, BUREAU
Etaient excusés : Mmes DURIEUX, Mr BAUDOUX**

Procuration : aucune

Secrétaire de séance : Mr Christophe LAJOIE

Le Conseil d'administration du CCAS,

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses dispositions relatives à la durée et à l'aménagement du temps de travail des agents publics ;

Vu le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) ;

Vu le décret n°2020-592 du 15 mai 2020 relatif aux modalités de calcul et de majoration des heures supplémentaires et complémentaires ;

Considérant la nécessité d'assurer la continuité du service public et de permettre une adaptation des effectifs aux besoins du service ;

Considérant que certains agents peuvent être amenés à réaliser des heures complémentaires (agents à temps non complet) ou des heures supplémentaires (agents à temps complet) ;

Considérant qu'il convient de fixer un cadre de recours et de compensation de ces heures ;

DÉCIDE

Article 1 : Principe

Il est instauré, au sein du CCAS, le recours aux heures complémentaires pour les agents à temps non complet et aux heures supplémentaires pour les agents à temps complet, lorsque les nécessités de service l'exigent.

Article 2 : Définition

- Sont considérées comme **heures complémentaires**, les heures effectuées par un agent à temps non complet au-delà de la durée hebdomadaire prévue dans son contrat, sans dépasser la durée légale du travail.
- Sont considérées comme **heures supplémentaires**, les heures effectuées par un agent à temps complet au-delà de la durée légale hebdomadaire de travail.

Article 3 : Conditions de réalisation

Les heures complémentaires et supplémentaires ne peuvent être effectuées qu'à la demande expresse de la direction du CCAS ou du Président du CCAS. Toute réalisation doit être justifiée par des besoins de service et faire l'objet d'un contrôle préalable.

Article 4 : Compensation

Les heures complémentaires et supplémentaires donnent lieu, selon les nécessités de service :

- Soit à une compensation en repos équivalent majoré,
- Soit à une indemnisation selon la réglementation en vigueur relative aux IHTS.

Article 5 : Plafonds

Les heures supplémentaires sont encadrées dans la limite réglementaire de 25 heures mensuelles, sauf dérogation exceptionnelle liée à des circonstances particulières de service.

Article 6 : Agents concernés

Le dispositif s'applique aux agents titulaires et contractuels de droit public relevant de la collectivité, selon les cadres d'emplois éligibles aux IHTS (tableau ci-dessous)

Filière	Catégorie	Cadres d'emplois	Emplois
ADMINISTRATIVE	B	Rédacteurs territoriaux	-Secrétaire -Comptable -Chef de service -Travailleur social -Agent d'accueil -Agent Ressources Humaines
	C	Adjointes administratifs territoriaux	-Secrétaire -Comptable -Chef de service -Travailleur social -Agent d'accueil -Agent Ressources Humaines

TECHNIQUE	B	Techniciens territoriaux	-Factotum -Agent hôtellerie -Agent lingerie -Informaticien
	C	Agents de maîtrise territoriaux	-Agent d'entretien -Factotum -Agent hôtellerie -Agent lingerie -Informaticien
	C	Adjointes techniques territoriaux	-Agent d'entretien -Factotum -Agent hôtellerie -Agent lingerie -Informaticien
ANIMATION	B	Animateurs territoriaux	-Animateur
	C	Adjointes d'animation territoriaux	-Animateur
MEDICO-SOCIALE (sous-filière médico- sociale)	A	Infirmiers territoriaux en soins généraux	-Infirmier
	B	Infirmiers territoriaux	-Infirmier
	B	Aides-soignants territoriaux	-Aide-soignant
	C	Auxiliaires de soins territoriaux	-Moniteur éducateur -Aide-soignant
MEDICO-SOCIALE (Sous-filière sociale)	A	Assistants territoriaux socio-éducatifs	-Assistante sociale -Educateur spécialisé Conseillère en ESF
	B	Moniteurs-éducateurs et intervenants familiaux territoriaux	-Moniteur éducateur
	C	Agents sociaux territoriaux	-Aide Médico psychologique -Agent social

Article 7 : Exécution

La Vice-Présidente est chargée de l'exécution de la présente délibération.

Et ont les membres présents, signé lecture faite.

« Pour extrait certifié conforme ».

A Aulnoye-Aymeries, 2026

Pour le Président,

La Vice-Présidente ,

9

